

Exécution des Contrats – «DB_ec_Survey_Economy_FullName1»

www.doingbusiness.org

Cher Contributeur,

Nous tenons à vous remercier pour votre participation au projet *Doing Business*. Votre expertise dans le domaine de la résolution des litiges commerciaux en «DB_ec_Survey_Economy_FullName1» est essentielle au succès du rapport *Doing Business*, une des quatre publications phares du Groupe de la Banque Mondiale qui compare la réglementation des affaires dans 189 économies à travers le monde. L'indicateur sur l'Exécution des Contrats, mesurant le temps et le coût de résolution des litiges commerciaux ainsi qu'une série de bonnes pratiques dans le système judiciaire, fait partie des 11 indicateurs du rapport *Doing Business*.

Le rapport attire beaucoup d'attention partout dans le monde. La dernière édition – *Doing Business 2016: Mesure de la Qualité et de l'Effizienz du Cadre Réglementaire*– introduit des améliorations dans 6 des 11 indicateurs de *Doing Business*. Le rapport a reçu plus de 7000 citations des médias en seulement 3 semaines après sa publication le 27 Octobre 2015, et 31,4 millions de tweets dans cette même période. La couverture s'est étendue sur les principaux médias mondiaux, régionaux et locaux, dans la presse écrite, à la radio ou sur l'internet. Le site de *Doing Business* a reçu plus de 1 million de visites et près de 60 000 téléchargements dans les 3 semaines suivant la publication du rapport.

Les gouvernements à travers le monde lisent le rapport avec intérêt chaque année, et votre contribution rend possible la diffusion des meilleures pratiques réglementaires qui continuent à inspirer leurs efforts de réforme. Depuis 2010, les économies à travers le monde ont mis en œuvre 75 réformes facilitant la résolution des litiges commerciaux par les tribunaux. En 2014/15, 11 économies ont mis œuvre de telles réformes.

Pour le projet *Doing Business 2017*, nous serions très honorés de continuer à compter sur votre expertise. Veuillez suivre les instructions suivantes lorsque vous complétez le questionnaire :

- Avant de mettre à jour les informations de l'année dernière, veuillez bien prendre connaissance des détails de notre cas d'étude.
- Nous vous remercions également de décrire en détail toute réforme ayant un impact sur l'indicateur de l'exécution des contrats, entrée en vigueur depuis le 1^{er} Juin 2015.
- Veuillez à bien renseigner votre nom et adresse afin que nous puissions vous faire parvenir un exemplaire du rapport une fois celui-ci publié.
- Veuillez renvoyer le questionnaire rempli à «SurveyAnalystName» à l'adresse DBEnforcingContracts@worldbank.org.

Nous vous remercions à nouveau pour votre précieuse contribution au projet du Groupe de la Banque Mondiale.

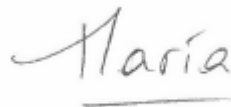
Très cordialement,



Erica Bosio
Tel.: +1 (202) 458-7046
Fax: +1 (202) 473-5758



Christian De la Medina
Tel.: +1 (202) 458-7571
Fax: +1 (202) 473-5758



Maria Quesada Gamez
Tel.: +1 (202) 473-3830
Fax: +1 (202) 473-5758



Maksym Iavorskyi
Tel.: +1 (202) 458-7046
Fax: +1 (202) 473-5758

Email: DBEnforcingContracts@worldbank.org

1. Hypothèses de l'étude de cas

Le Vendeur et l'Acheteur – deux entreprises locales – concluent un contrat de vente de marchandises faites sur-mesure. Le Vendeur accepte de vendre à l'Acheteur, et l'Acheteur accepte d'acheter au Vendeur, des meubles faits sur-mesure. Au moment de la livraison, l'Acheteur prétend que la qualité des marchandises livrées n'est pas conforme et refuse de payer le prix stipulé dans le contrat. Le Vendeur, pour sa part, maintient que la qualité des marchandises livrées est conforme et demande le paiement du prix. Etant donné que les marchandises ont été faites sur-mesure pour l'Acheteur; le Vendeur ne peut pas les revendre à un tiers. En raison de la décision de l'Acheteur de ne pas payer les marchandises, le Vendeur engage une action en justice à l'encontre de l'acheteur. Le tribunal donne raison au Vendeur et ordonne à l'Acheteur de procéder au paiement complet du prix stipulé dans le contrat.

1. Le Vendeur et l'Acheteur sont deux entreprises locales, domiciliées à «Survey_City».
2. Le Vendeur assigne l'Acheteur en justice afin de recouvrer les sommes dues en vertu du contrat de vente des marchandises. Le montant de la demande s'élève à «DB_ec_currency_code» «DB_ec_DB16_EC_Value_Claim_LCU».
3. L'affaire est portée devant le tribunal de «Survey_City» qui est compétent pour une demande d'un montant de «DB_ec_currency_code» «DB_ec_DB16_EC_Value_Claim_LCU».
4. Le Vendeur craint que l'Acheteur dilapide et transfère ses actifs hors de la juridiction compétente ou qu'il devienne insolvable. Par conséquent, si une telle procédure est autorisée devant la juridiction compétente, le Vendeur demande et obtient la saisie de biens meubles de l'Acheteur (matériel de bureau ou véhicules) avant l'obtention d'un jugement.
5. L'Acheteur conteste la demande; l'affaire est en conséquence jugée au fond. Un avis sur la qualité des marchandises livrées par le Vendeur est nécessaire et elle est donnée par un expert au cours de la procédure judiciaire:
 - a. Si, en pratique, dans votre pays il appartient au Vendeur et à l'Acheteur de faire appel à leurs propres témoins experts, alors chaque partie fera comparaître un témoin expert afin qu'il donne un avis sur la qualité des marchandises livrées par le Vendeur.
 - b. Si, en pratique, dans votre pays le juge nomme un expert indépendant chargé d'évaluer la qualité des marchandises, le juge désigne un tel expert. Le juge n'autorise pas de contre-expertise.
6. Le jugement donne 100% raison au Vendeur sur tous les points. L'Acheteur est donc tenu de régler au Vendeur le prix convenu au contrat.
7. L'Acheteur n'interjette pas appel.
8. Le Vendeur attend l'expiration du délai d'appel avant de demander l'exécution du jugement. Par hypothèse, l'Acheteur ne dispose pas de liquidités sur ses comptes bancaires. Par conséquent, les biens mobiliers de l'Acheteur (matériel de bureau ou véhicules) sont saisis et stockés en vue d'une vente publique.
9. Une vente publique est organisée, annoncée et tenue afin de vendre les biens mobiliers de l'Acheteur. Les biens sont vendus et la valeur de la demande est entièrement récupérée par le Vendeur.

Définitions: Pour les besoins du présent questionnaire, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

1. Tribunal compétent : signifie le tribunal de «Survey_City» qui est compétent pour juger au fond le litige commercial décrit dans les hypothèses de notre étude de cas. Au cas où la compétence reviendrait à plusieurs tribunaux, le tribunal compétent signifie le tribunal qui, en pratique, sera amené à trancher le litige de la façon la plus probable.
2. Témoin expert : signifie un témoin ayant les qualifications ou l'expérience nécessaire pour donner un avis autorisé sur la qualité, conforme ou non, des marchandises livrées. L'avis de l'expert est requis et donné avant le prononcé du jugement.

Veillez fournir vos réponses aux sections suivantes en tenant compte des hypothèses de l'étude de cas indiquées ci-dessus. Par commodité, certaines réponses de l'année dernière sont incluses dans ce questionnaire. Merci de noter que les réponses indiquées ont été unifiées en se basant sur toutes les réponses reçues de divers contributeurs.

2. Mise à jour des réformes

	Réponse
Y-a-t-il eu des réformes relatives à la résolution des litiges commerciaux nationaux depuis le 1 ^{er} juin 2015 (amendements des règles de procédure civile ou du système de gestion des affaires, mise en œuvre du dépôt électronique, mise en œuvre d'une procédure de médiation, changements substantiels relatifs au droit de l'arbitrage, création d'un nouveau tribunal de commerce et nomination de nouveaux juges ou réorganisation du système judiciaire)?	-Cliquez-
Dans l'affirmative, veuillez décrire la réforme. Veuillez indiquer aussi la date de l'adoption, de publication et d'entrée en vigueur de la nouvelle loi ou réglementation.	
Est-il prévu que ces réformes soient mises en œuvre d'ici le 1er juin 2016? Si c'est le cas, veuillez élaborer votre réponse.	

3. Juridiction compétente

	Réponse	Commentaire
Est-ce que le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English» est compétent(e) pour connaître de l'affaire décrite dans la Section 1 – la valeur de la demande étant de «DB_ec_currency_code» «DB_ec_DB16_EC_Value_Claim_LCU»?	-Cliquez-	

Si le tribunal compétent a changé, veuillez répondre à toutes les questions dans les Sections 4, 5 et 6 en supposant que la nouvelle juridiction traiterait l'affaire.

4. Indice portant sur la structure et l'efficacité des tribunaux

4.1 Automatisation du tribunal

Dépôt électronique	
Est-ce que la plainte initiale peut être soumise par voie électronique à travers une plateforme spécifique dans le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English»? Merci de répondre par la négative si le dépôt ne peut être effectué que par courriel ou par télécopie.	Année dernière: «DB_ec_efiling_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Est-ce qu'il est nécessaire de déposer également au tribunal une version papier de la plainte initiale en plus du dépôt électronique?	Réponse: -Cliquez- Commentaire:
Signification par voie électronique	
Est-il possible d'effectuer la signification par voie électronique dans le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English»? Dans l'affirmative, veuillez préciser comment elle est réalisée (e-mail, SMS, fax, etc.).	Année dernière: «DB_ec_electronic_service_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Paiement par voie électronique des frais de justice	
Est-ce que les frais de justice peuvent être payés par voie électronique dans le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English»? Veuillez répondre par l'affirmative si le paiement peut être fait par un service bancaire en ligne.	Année dernière: «DB_ec_electronic_fee_payment_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:

Publication des jugements

<p>Est-ce que les jugements rendus dans les affaires commerciales à <u>toutes les instances</u> sont mis à la disposition du grand public par leur publication dans les publications officielles, les journaux ou sur l'internet? Si les jugements sont publiés <u>en ligne</u>, veuillez inclure le lien du site Internet.</p>	<p><i>Année dernière:</i> «DB_ec_publication_judgments_a ll_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:</p>
<p>Est-ce que les jugements rendus dans les affaires commerciales <u>au niveau de la Cour d'Appel et de la Cour Suprême</u> sont mis à la disposition du grand public par leur publication dans les publications officielles, les journaux ou sur l'internet? Si les jugements sont publiés <u>en ligne</u>, veuillez inclure le lien du site Internet.</p>	<p><i>Année dernière:</i> «DB_ec_publication_judgments_app&sup yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:</p>

4.2 Structure et fonctionnement des tribunaux

Juridiction spécialisée dans les affaires commerciales	
Existe-il à «Survey_City», une juridiction dédiée uniquement aux affaires commerciales?	Année dernière: «DB_ec_commercial_court_yes_no» Cette année: -Cliquez-
Quel est le nom de cette juridiction ?	
Quel est le seuil de compétence de cette juridiction (valeur minimale de la réclamation)?	
Tribunal pour le règlement des petits litiges	
Existe-t-il à «Survey_City», un tribunal dédié aux petits litiges ou une procédure simplifiée pour les petits litiges?	Année dernière : «DB_ec_small_claims_court_yes_no» Cette année: -Cliquez-
<p>Un <i>tribunal pour le règlement des petits litiges</i> est un tribunal ayant une compétence limitée et qui examine les affaires civiles comprenant des petits montants d'argent. Ces tribunaux ont généralement des règles de procédure civile et de preuve simplifiées et sont caractérisés par l'utilisation d'un langage simple.</p>	
Quel est le nom de ce tribunal ou procédure simplifiée?	
Quelle est la loi établissant ce tribunal ou cette procédure simplifiée? Si possible, veuillez inclure le lien au site internet.	
Quelle est le seuil monétaire maximal de compétence de cette juridiction?	
Est-il permis de s'auto-représenter devant ce tribunal ou lors de cette procédure simplifiée?	
Au cas où les petits litiges sont résolus par un tribunal ou une division autonome, merci de mentionner si des règles simplifiées de la procédure civile sont appliquées.	
Saisie conservatoire	
Est-il possible pour le demandeur qui craint que le défendeur dissipe ses biens, les transfère hors de la juridiction ou devienne insolvable, de saisir provisoirement, avant d'obtenir un jugement, les biens <u>meubles</u> du défendeur (matériel de bureau ou véhicule) dans le cadre de la même procédure et devant la même juridiction?	Année dernière: «DB_ec_pre-attachment_allowed_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Attribution des affaires	
Comment sont les nouvelles affaires attribuées aux juges dans le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English»?	
<input type="checkbox"/> Par le président du tribunal / section, de manière aléatoire <input type="checkbox"/> Par le président du tribunal / section, à sa propre discrétion <input type="checkbox"/> Par le greffier du tribunal, aléatoirement <input type="checkbox"/> Par le greffier du tribunal, à sa propre discrétion <input type="checkbox"/> Aléatoirement, sur la base de l'objet ou de l'horaire et du nombre d'affaires du tribunal <input type="checkbox"/> Aléatoirement, par un système automatisé <input type="checkbox"/> Sur la base de critères alphabétiques ou sur une rotation <input type="checkbox"/> De façon pas aléatoire <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser	
Les parties ou leurs avocats peuvent-ils influencer la nomination du juge ou prédire quel juge sera affecté à leur cas avec un niveau élevé de certitude ?	Réponse: -Cliquez- Commentaire:
Egalité des sexes	
Selon le droit de procédure civile applicable, est-ce que le témoignage d'une femme porte le même poids de preuve devant le tribunal que celui d'un homme dans tous les types de procès?	Année dernière: «DB_ec_Womens testimony valid just as mens» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Si non, dans quel type de cas ne porte-t-il pas le même poids (par exemple, droit commercial, droit de la famille, etc.)?	

4.3 Gestion des procès

Durée des affaires civiles, ajournements et prorogations	
Existe-t-il des lois ou des règlements en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2» fixant des normes de temps global pour les événements clés de la cour dans une affaire civile ?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_time_standards_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Dans l'affirmative, quels sont les événements clés disposant de délais spécifiques fixés par la loi? Merci de mentionner l'article spécifique de la loi / réglementation applicable et, si possible, <i>inclure son lien Internet</i> . <input type="checkbox"/> Processus de signification – Base juridique: <input type="checkbox"/> Première audience – Base juridique: <input type="checkbox"/> Dépôt de la déclaration de la défense – Base juridique: <input type="checkbox"/> Achèvement du processus de preuves – Base juridique: <input type="checkbox"/> Date limite pour l'expert de soumettre son opinion – Base juridique: <input type="checkbox"/> Date limite pour soumettre le jugement final – Base juridique: <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser	
Est-ce ces délais sont respectés dans la pratique pour plus de 50% des affaires?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_time_standards_respected_yes_no_WEB» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Est-ce que la loi réglemente également le nombre maximum d'ajournements ou de prorogations que peut être accordé?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_adj_law_yes_no» Cette année: -Cliquez- Base juridique / commentaire:
Est-ce que les ajournements sont limités à des circonstances imprévues et exceptionnelles? Veuillez marquer « Non » si le juge a le pouvoir d'accorder des prorogations illimitées et ce, simplement à la demande des parties ne justifiant d'aucune raison particulière. Veuillez répondre « Oui » si la loi énumère les causes les plus fréquentes d'ajournement (par exemple, le décès d'une partie/avocat, nomination d'un expert, tentative d'arriver à un règlement) et/ou si la loi stipule explicitement que les ajournements ne peuvent être accordés que dans des circonstances exceptionnelles.	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_adj_limitations_yes_no» Cette année: -Cliquez- Base juridique / commentaire:
S'il existe des règles sur les ajournements, sont-elles respectées en pratique dans plus de 50% des affaires?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_adj_law_respected_yes_no_WEB» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Mécanismes de mesure de la performance	
Existe-t-il des rapports rédigés sur le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English» à fin de contrôler la performance du tribunal, l'avancement des dossiers et le respect des délais mentionnés ci-dessus?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_perf_measurement_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Dans l'affirmative, est-ce les rapports suivants sont disponibles? Ces rapports peuvent faire partie d'un rapport annuel sur le système judiciaire. <input type="checkbox"/> Rapport relatif au temps de disposition (mesure le temps que la cour prends à disposer de/juger ses affaires) <input type="checkbox"/> Rapport relatif au taux d'écoulement (mesure le nombre de cas résolus par rapport au nombre d'affaires entrantes) <input type="checkbox"/> Rapport relatif à l'état des affaires en cours (fournit un aperçu de toutes les affaires pendantes selon leur type, âge, dernière action qui a eu lieu et la prochaine action prévue) <input type="checkbox"/> Rapport relatif au statut d'une unique affaire (donne un aperçu de l'état d'un seul cas) Merci de fournir un lien Internet, si possible:	
Conférence Préparatoire au procès	
Est-ce qu'une conférence préparatoire au procès fait partie du système de gestion des procès devant le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English»?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_pre-trial_conference_yes_no» Cette année: -Cliquez-

<p>Une <i>conférence préparatoire au procès</i> est une réunion présidée par le juge et visant à affiner les points litigieux et les questions de preuve avant le procès. Son but est d'aborder la possibilité du règlement à l'amiable et d'accélérer le procès tout en décourageant les requêtes inutiles préalables au procès ou d'autres tactiques dilatoires.</p>	Base juridique / commentaire:
<p>Dans l'affirmative, quelles sont les questions qui seraient examinées et quelles sont les actions qui seraient entreprises dans une telle conférence?</p> <p> <input type="checkbox"/> Planification des délais, y compris le délai pour le dépôt des requêtes et autres documents auprès du tribunal <input type="checkbox"/> L'examen de la complexité des cas et la durée projetée du procès <input type="checkbox"/> Possibilité de règlement à l'amiable ou par les mécanismes alternatifs de règlement des conflits <input type="checkbox"/> Échange de la liste des témoins <input type="checkbox"/> Calendrier des communications / accord sur les preuves <input type="checkbox"/> Compétence et autres questions de procédure <input type="checkbox"/> Limiter les questions litigieuses <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser </p>	
Système de gestion électronique des procès	
<p>Si le (la) «DB_ec_name_city_competent_court_English» dispose d'un système de gestion électronique des dossiers, merci de répondre aux deux questions suivantes :</p>	
<p>Lesquelles des actions suivantes peuvent être effectuées par le juge à travers le système électronique?</p> <p> <input type="checkbox"/> Accéder aux lois, règlements et jurisprudence <input type="checkbox"/> Générer automatiquement un calendrier des audiences pour toutes les affaires inscrites au rôle <input type="checkbox"/> Envoyer des notifications (par ex., par e-mails) aux avocats <input type="checkbox"/> Accéder au statut d'une affaire judiciaire inscrite au rôle <input type="checkbox"/> Afficher et gérer les actes de procédure (mémoires, motions, etc.) <input type="checkbox"/> Assister dans la rédaction des jugements <input type="checkbox"/> Générer semi-automatiquement des décisions de justice <input type="checkbox"/> Accéder aux ordonnances judiciaires et aux jugements d'une affaire spécifique <input type="checkbox"/> Options supplémentaires, veuillez préciser </p>	
<p>Lesquelles des actions suivantes peuvent être effectuée par des avocats à travers le système électronique?</p> <p> <input type="checkbox"/> Accéder aux lois, règlements et jurisprudences <input type="checkbox"/> Accéder aux formulaires devant être soumis au tribunal <input type="checkbox"/> Recevoir des notifications (par ex., par e-mails) <input type="checkbox"/> Suivre le statut d'une affaire donnée (les audiences à venir, les délais, etc.) <input type="checkbox"/> Afficher et gérer les actes de procédure (mémoires, motions, etc.) <input type="checkbox"/> Déposer des mémoires et documents auprès du tribunal <input type="checkbox"/> Accéder aux ordonnances judiciaires et aux jugements d'une affaire spécifique <input type="checkbox"/> Options supplémentaires, veuillez préciser </p>	

4.4 Modes alternatifs de règlement des conflits

Arbitrage	
Est-ce que l'arbitrage commercial au niveau national est régi par une loi, ou un chapitre/section du code de procédure civile, couvrant tous les aspects du droit de l'arbitrage en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2»? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom et l'année de publication de cette loi.	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_arbitration_law_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Y-a-t-il des différends commerciaux – autres que ceux traités de l'ordre public ou de la politique publique – qui ne peuvent pas être soumis à l'arbitrage en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2»?	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_arbitration_excluded_disputes_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Veuillez indiquer quels différends ne peuvent pas être soumis à arbitrage: <input type="checkbox"/> Différends relatifs à des biens immobiliers <input type="checkbox"/> Différends internes aux entreprises (par exemple, différends concernant les décisions prises par les organes exécutifs d'une entreprise ou différends concernant les accords d'actionnaires) <input type="checkbox"/> Différends dans le domaine de la propriété intellectuelle <input type="checkbox"/> Activités de financement et de banque (incluant les transactions financières de valeurs mobilières) <input type="checkbox"/> Différends relatifs à l'insolvabilité, la faillite, ou la liquidation d'une entreprise <input type="checkbox"/> Différends de travail <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser	
Est-ce que les clauses d'arbitrage valides sont généralement exécutées par les tribunaux de «DB_ec_Survey_Economy_FullName1»? Merci de répondre par la négative si les tribunaux se déclarent compétents malgré la présence d'une clause ou accord d'arbitrage valide.	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_arbitration_clause_enforcement_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Médiation volontaire / Conciliation	
Est-ce que la médiation/conciliation volontaire est disponible en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2»? Merci de répondre par la positive seulement si les parties ne participent dans le processus que si elles le souhaitent.	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_vol_mediation_yes_no» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Est-ce que la médiation/conciliation est régie par une loi, ou un chapitre/section de code de procédure civile, couvrant tous les aspects de la médiation en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2»? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom et l'année de publication de cette loi.	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_vol_mediation_law_yes_no_WEB» Cette année: -Cliquez- Commentaire:
Y a-t-il des incitations financières pour les parties de tenter une médiation/conciliation (par exemple si la médiation est réussie: remboursement des frais de dépôt au tribunal, les crédits d'impôt sur le revenu, etc.).	<i>Année dernière:</i> «DB_ec_vol_mediation_fees_reimbursement_yes_no_WEB» Cette année: -Cliquez- Base juridique / commentaire:

5. Les délais

La section suivante comprend des questions relatives aux délais des différentes étapes d'une affaire commerciale. Sur la base de votre expérience, veuillez indiquer le nombre de jours calendaires nécessaires en pratique pour résoudre l'affaire présentée dans l'étude de cas.

Si vous avez mis à jour la juridiction compétente dans la section 3, merci de fournir des estimations de temps pour la nouvelle cour ci-dessous.

5.1. Dépôt et Signification

Cette section mesure le temps qu'il faut entre le moment où le Vendeur (le demandeur) décide d'initier un procès et le moment où l'Acheteur (le défendeur) est régulièrement signifié devant le/la «DB_ec_name_city_competent_court_English» (partant de l'hypothèse que les deux parties sont situées en «Survey_City»).

			Réponse
a. Avant de déposer une plainte, le vendeur cherche à obtenir le paiement à l'amiable grâce à une mise en demeure non contentieuse. Combien de temps ce processus prendrait-il? Veuillez inclure, dans votre estimation, le temps nécessaire pour préparer la lettre et la date limite qui serait fournie à l'acheteur pour se conformer. Sous le cas décrit dans la section 1, il est supposé que l'acheteur ne paiera pas .			
b. Combien de temps faudrait-il à un avocat pour rédiger la plainte initiale et recueillir tous les documents nécessaires pour le dépôt (incluant l'authentification des documents, si nécessaire)?			
c. Combien de temps faudrait-il pour déposer la plainte initiale auprès du tribunal et servir le défendeur? Veuillez inclure le temps, dans votre estimation, de traitement au registraire de la cour et les périodes d'attente entre les tentatives infructueuses de signifier la demande au défendeur, si plus d'une tentative est habituellement exigée.			
d. Quelles sont les principales raisons de délai dans cette phase? <input type="checkbox"/> Difficulté à situer le Défendeur pour le servir <input type="checkbox"/> Signification lente par l'huissier, avocat ou autre <input type="checkbox"/> Disponibilité de l'avocat <input type="checkbox"/> Service postal inefficace <input type="checkbox"/> Obtenir des informations du bureau du registraire (date de l'audience, évaluation) <input type="checkbox"/> Autres, veuillez expliquer			
	Année dernière (jours calendrier)	Cette année	Commentaire
L'estimation de l'an dernier pour la phase entière de « dépôt et signification » est-elle toujours valable?	«DB_ec_time_filing_days»	-Cliquez-	

5.2. Procès et Jugement

Cette section prend en compte le temps nécessaire pour obtenir que la décision soit rendue une fois que l'assignation a été délivrée au défendeur, et l'affaire enrôlée.

	Réponse
a. En pratique, combien de temps est-il généralement nécessaire entre le moment où l'affaire est enrôlée et le moment où la conférence préparatoire au procès a lieu? Si les conférences préparatoires n'ont pas lieu dans votre pays, veuillez procéder à la question suivante.	
b. En pratique, combien de temps est nécessaire entre le moment où l'affaire est enrôlée et le moment où la première audience a lieu ?	
c. En pratique, combien d'audiences seraient nécessaires à la résolution de la présente étude de cas?	
d. En pratique, lorsqu'un procès ou une audience au cours de laquelle les preuves sont produites, est rapportée, ou lorsque plus d'une audience est nécessaire afin de résoudre la	

présente étude de cas; combien de temps les parties doivent attendre jusqu'à la prochaine audience?			
e. En pratique, combien de temps faudrait-il pour qu'un expert rende son avis?			
f. En pratique, combien de temps faudrait-il pour qu'un juge rende son jugement final par écrit après la clôture de la période de preuves?			
g. Quel est le délai de recours en «DB_ec_Survey_Economy_FullName2»?			
e. Quelles sont les causes principales du retard durant le procès et la période du jugement?			
<input type="checkbox"/> L'arriéré judiciaire <input type="checkbox"/> Des ajournements fréquents <input type="checkbox"/> Les périodes d'attente entre les audiences <input type="checkbox"/> La disponibilité limitée des experts et les retards causés par les activités des experts <input type="checkbox"/> Autres, veuillez expliquer			
	Année dernière (jours calendaires)	Cette année	Commentaire
Compte tenu des réponses qui précèdent, l'estimation de l'an dernier pour la phase entière de "procès et jugement" est-elle toujours valable?	«DB_ec_time_trial_days»	-Cliquez-	

5.3. Exécution du Jugement

Cette section mesure le temps qu'il faudrait au demandeur, une fois le délai d'appel écoulé, à: (i) entamer la procédure d'exécution du jugement; (ii) saisir les biens mobiliers du défendeur; (iii) organiser la vente publique des biens saisis; et (iv) recouvrer le montant de la demande sur le produit de la vente.

	Réponse		
a. Combien de temps faut-il, en pratique, pour obtenir une copie exécutoire du jugement et communiquer avec l'agent d'exécution pertinent?			
b. Combien de temps cela prend-il, en pratique, pour localiser, identifier et saisir les biens mobiliers de la partie perdante (y compris le temps nécessaire pour obtenir une ordonnance de la cour pour fixer et de saisir les actifs)?			
c. Combien de temps cela prend-il, en pratique, de faire la publicité, organiser et tenir la vente publique des biens meubles de la partie perdante?			
d. Si en pratique plus d'une vente aux enchères est nécessaire afin de récupérer la valeur de la demande, combien de jours se passent entre les ventes aux enchères ?			
e. Une fois la vente aux enchères terminée, combien de temps prendra à la partie gagnante de récupérer le montant de la demande ?			
f. Quelles sont les causes principales du retard durant la phase d'exécution du jugement?			
<input type="checkbox"/> Saisir les actifs <input type="checkbox"/> Organiser une vente publique <input type="checkbox"/> Attendre que la vente publique ait lieu <input type="checkbox"/> Trouver des acheteurs pour les biens <input type="checkbox"/> Autres, veuillez expliquer			
	Année dernière (jours calendaire)	Cette année	Commentaire
Compte tenu des réponses qui précèdent, l'estimation de l'an dernier pour la phase entière "d'exécution du jugement" est-elle toujours valable?	«DB_ec_time_enforcement_days»	-Cliquez-	

6. Les coûts

La section suivante comprend des questions relatives à l'estimation des coûts pour les différentes étapes d'une affaire commerciale. En répondant à ces questions, veuillez marquer les estimations en pourcentage de la valeur de la demande qui selon *Doing Business 2017* s'élève à «DB_ec_currency_code» «DB_ec_DB16_EC_Value_Claim_LCU» (Cf. Section 1).

Veuillez indiquer tous les coûts et dépenses que le Vendeur (le demandeur) aurait à engager pour obtenir et exécuter le jugement.

- Nous sommes intéressés par tous les coûts et dépenses que le Vendeur (le demandeur) doit avancer, indépendamment des coûts que le vendeur peut récupérer à la fin, quand il gagne l'affaire.
- Merci d'indiquer les coûts officiels seulement.

Si vous avez mis à jour la juridiction compétente dans la Section 3, veuillez mettre à jour les coûts qui s'appliquent au nouveau tribunal.

6.1 Honoraires d'avocats

Veuillez fournir une estimation des frais d'avocat qui seraient facturés par un cabinet d'avocats local pour traiter une affaire similaire au cas d'étude présent en tenant compte de la qualification et de l'expérience de l'avocat nécessaires dans votre pays pour une telle affaire. Veuillez inclure les éléments suivants:

- frais pour instruire l'affaire jusqu'au jugement;
- frais pour l'exécution du jugement, si les services d'un avocat sont d'usage pour ce faire;
- Veuillez ajouter la taxe sur la valeur ajoutée et toute autre taxe applicable.

	Réponse de l'an dernier (% du montant de la demande)	Cette année	Commentaire
L'estimation de l'an dernier est-elle toujours valable?	«DB_ec_attorney_fee_percent_claim»	-Cliquez-	

6.2 Frais de justice (jusqu'au jugement)

Veuillez fournir une estimation des frais avancés par le Vendeur (demandeur) *en tenant compte du tribunal compétent pour une telle affaire.*

	Réponse de l'an dernier (% du montant de la demande)	Cette année	Commentaire
L'estimation de l'an dernier est-elle toujours valable?	«DB_ec_court_fee_percent_claim»	-Cliquez-	
Answer			
a. Quels sont les frais de saisine du tribunal pour une telle affaire (pour l'enregistrement de l'affaire au greffe du tribunal uniquement)?			
b. Quel est le montant des dépens pour la délivrance du jugement?			
c. Quelle serait la charge d'un expert local s'il a dû travailler 10 heures?			
d. Quels sont les autres frais qui doivent être avancés par le Vendeur?			

6.3 Frais d'exécution de la décision

Veillez fournir une estimation des frais avancés par le Vendeur (demandeur) lors de la phase d'exécution pour une affaire similaire au présent cas d'étude.

	Réponse de l'an dernier (% du montant de la demande)	Cette année	Commentaire
L'estimation de l'an dernier est-elle toujours valable?	«DB_ec_enforcement_fee_percent_claim»	-Cliquez-	
		Réponse	
a. Quels sont les frais d'enregistrement de la décision?			
b. Quels sont les frais pour obtenir une ordonnance de saisie?			
c. Quels sont les frais liés à l'organisation de la vente publique (publicité, taxes, commissaire-priseur, etc.)?			
d. Le Vendeur (demandeur) doit-il avancer les frais (provision) pour l'organisation de la vente publique (ou alors le professionnel organisant la vente se paie-t-il sur le produit de la vente)?			
e. Quels sont les autres frais avancés par le demandeur? Veuillez préciser.			

Merci d'avoir rempli le questionnaire relatif à l'Exécution des Contrats !

Nous vous remercions pour votre contribution au projet *Doing Business*.

Les résultats seront publiés dans le rapport *Doing Business 2017* et sur notre site internet: www.doingbusiness.org.

Votre travail sera amplement apprécié à la fois dans le rapport et/ou sur notre site internet, si vous le souhaitez.